

*Le budget*

Et l'établissement d'un programme d'infrastructure municipale, qui a été proposé par le chef du Parti libéral, par le Parti libéral, par la Fédération des municipalités et par la plupart des provinces, est une proposition intéressante d'investissement dans les infrastructures du pays et une mesure créatrice d'emplois. Et c'est dans l'ordre des choses. Il faut le juger selon ses mérites et non recourir basement à l'esprit de parti, comme le ministre le fait en disant qu'il est contre le projet parce que l'argent des contribuables d'une région va profiter aux contribuables d'une autre.

Nous sommes un pays ou rien du tout. Nous croyons au partage des ressources, de la richesse et des possibilités, mais aussi des problèmes qu'entraîne le fait d'être un pays. Et, monsieur le Président, c'est décevant de voir un ministre, qui devrait pourtant se comporter autrement, recourir à des tactiques basement partisans pour attaquer un projet viable comme celui-là.

Pourquoi ce projet est-il aussi important? Il est important parce qu'il ne figure pas dans le budget. Et ce budget doit être confronté à la réalité du Canada d'aujourd'hui. Le ministre a dit qu'il présenterait un budget réaliste. C'est bien ce qu'il a dit, qu'il présenterait un budget réaliste. C'est ce qu'il nous a dit.

Quelle est la réalité du Canada d'aujourd'hui? La réalité, c'est qu'il y a un million et demi de Canadiens qui ont pris la peine d'aller s'inscrire dans un centre de main-d'oeuvre du Canada pour dire qu'ils sont prêts à travailler, qu'ils veulent travailler, qu'ils ont besoin de travailler, qu'ils aspirent à la dignité que confère un chèque de paie, mais ce n'est que peine perdue. Un million et demi de personnes attendent un appel.

Il y en a deux millions et demi d'autres qui ont abandonné. Ils ne sont même pas inscrits dans un centre de main-d'oeuvre. Ils n'ont pas rempli de demande récemment. Ils touchent de l'aide sociale. Ce qui porte à quatre millions le nombre de gens qui cherchent activement un emploi ou ont tout simplement abandonné. Telle est la réalité du Canada d'aujourd'hui. Et en plus des quatre millions de chômeurs et d'assistés sociaux, il y a, comme tous les députés le savent, des millions de gens qui vivent dans la peur chaque jour de se faire dire un beau matin par leur patron que leur emploi va disparaître sous peu et qu'ils vont être licenciés.

Ces gens vivent dans la crainte à l'heure actuelle. Les gens ordinaires n'ont jamais éprouvé un tel sentiment dans notre histoire. Ils ont peur.

Le matin même de la présentation du budget, je suis allé à la cafétéria prendre mon petit déjeuner et la dame qui servait a regardé autour d'elle pour s'assurer que personne ne pouvait l'écouter et elle m'a dit: «Monsieur Tobin, pensez-vous qu'il y aura quelque chose pour relancer notre pays dans ce budget, car j'ai peur, Monsieur Tobin, peur pour mon emploi, mes enfants et mes amis. Je n'ai jamais éprouvé ce sentiment auparavant.» Or, ce sentiment est présent dans tout le pays. Même une fonctionnaire du gouvernement national, de la Chambre, qui est censée occuper le poste le plus sûr du monde, se sent menacée.

Comment pouvons-nous évaluer ce budget alors? On nous a dit qu'il serait réaliste. Permet-il de redonner du travail au million et demi de chômeurs qui veulent travailler, mais ne peuvent se trouver un emploi? Offre-t-il de recycler, de stimuler et de motiver les deux millions et demi d'assistés sociaux au Canada? Donne-t-il un seul instant un sentiment de sécurité aux millions de Canadiens qui travaillent, mais qui ont peur de perdre à tout instant leur emploi? Peuvent-ils mieux dormir la nuit?

Pas du tout. Si on évalue le budget en fonction des critères en question, on s'aperçoit qu'il est bien loin de répondre aux attentes.

Non seulement on demande aux chômeurs, aux sans-emploi de se débrouiller seuls, mais on dit également dans les documents budgétaires que le chômage va demeurer supérieur à 10 p. 100 ou se situer aux alentours de 10 p. 100 au cours des deux prochaines années et qu'on peut accepter de sacrifier à la soi-disant guerre contre l'inflation 1,5 million de chômeurs et 2,5 millions d'assistés sociaux, soit 4 millions de Canadiens au total. Ce ne sont pas là mes paroles ni celles de l'opposition et il ne s'agit pas de l'analyse de ceux qui veulent marquer des points sur le plan politique. C'est le gouvernement qui le dit lui-même dans ses documents budgétaires.

Cela montre, selon moi, qu'il est tout à fait insensible aux besoins des gens, qu'il est cruel. En toute franchise, en fonction de la responsabilité d'un gouvernement ayant le moindrement de coeur, je trouve tout à fait lâche de la part de nos vis-à-vis de dire que non seulement ils n'ont aucun plan d'action pour faire face à ces terribles niveaux de chômage, mais il faut également prévoir des niveaux de chômage semblables pendant au moins deux autres années. Ensuite, il prévoient pour dans deux ans, c'est-à-dire assez loin dans le futur afin, vraisemblablement, que personne ne puisse contester leurs chiffres, que le chô-